



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BTVA

94 Route du Chenil
33570 Petit-Palais-et-Cornemps

Références : 25-691
Code AIOT : 0005207042

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement BTVA implanté 94 Route du Chenil 33570 Petit-Palais-et-Cornemps. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif de clôturer les points non soldés de l'inspection précédente, en particulier dans le cadre de l'augmentation du flux de traitement demandée par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BTVA
- 94 Route du Chenil 33570 Petit-Palais-et-Cornemps

- Code AIOT : 0005207042
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BTVA exploite, sur la commune de Petit-Palais-et-Cornemps, une activité d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation daté du 23 février 2006.

La société BTVA est également agréée pour cette activité par arrêté préfectoral du 24 janvier 2018.

Le groupe Dubourg a fait l'acquisition de la société BTVA en date du 29/04/2022.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	Sans objet
2	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Titre I - 9.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Transmission autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Titre I - 9.2	/	Sans objet
5	PAC Augmentation capacité	Code de l'environnement du 03/09/2025, article R. 181-46 II	/	Sans objet
6	Contractualisation éco-organismes et systèmes individuels	Code de l'environnement du 03/09/2025, article R. 543-155-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les importants travaux réalisés depuis 2023 par l'exploitant sur ce site ont permis un retour en conformité global sur les constats soulevés. Cela permet d'aborder le projet d'augmentation du flux de traitement de véhicules hors d'usage dans des conditions qui y sont propices. Le seul point en suspens reste les niveaux de bruit associés à l'exploitation, pour lequel une nouvelle étude doit être commandée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur)</p>

permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant avait engagé en 2023 et 2024 d'importants travaux d'imperméabilisation du site pour l'entreposage des véhicules hors d'usage, associés à une réfection des dispositifs de traitement des eaux collectées et des bassins de collecte et de rétention.

La majeure partie des travaux a été finalisée en novembre 2024 et des finitions ont réalisées jusqu'en juin 2025 du fait d'un litige avec le prestataire.

L'exploitant a transmis suite à l'inspection, par courriel du 8 septembre 2025, l'attestation de réception des travaux finis.

Sur place, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des surfaces sur lesquelles sont entreposés des véhicules hors d'usage correspond visuellement à ce qui avait été annoncé : une couche de diorite compactée recouvre des membranes imperméables. Les deux parties du site sont ceintes chacune par un fossé maçonné dans lequel s'écoulent les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées. A la jonction entre les surfaces de collecte et le fossé, la membrane imperméable est visible et assure l'écoulement vers le fossé.

Sur chacune des parties du site, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées dans un bassin étanche associé à une filière de traitement (débourbeur-déshuileur) et à une vanne de confinement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Titre I - 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux industrielles traitées. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Constats :

L'exploitant a réalisé des analyses des eaux issues de chacun des deux points de rejets en mai 2024, novembre 2024 et avril 2025. Les rapports réalisés par AIGASOL font état de résultats conformes sur ces trois analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Titre I - 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures et analyses imposées à l'article précédent sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les rapports d'analyse correspondants aux S2 2022, S2 2023 et S1 2025 n'avaient pas été déclarés dans l'application GIDAF. Suite à l'inspection, l'exploitant a déclaré dans cette application les résultats d'avril 2025.</p> <p>Il est à noter que ce rapport d'analyse avait été transmis le 6 août 2025 en annexe du dossier portant à la connaissance de l'administration les modifications projetées sur le site (voir point de contrôle n°5).</p> <p>L'exploitant doit trouver une organisation telle que la transmission des résultats d'autosurveillance soit systématique dès leur réception, préférentiellement par déclaration dans GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
Constats :

Le rapport sur les mesures acoustiques dans l'environnement daté d'avril 2023 transmis par l'exploitant au sujet duquel l'inspection des installations classées avait déjà échangé lors de l'inspection de juin 2024 fait état de niveaux de bruits conformes en limite de propriété et au niveau de la zone à émergence réglementée n° 1 (ZER1) mais non conforme au niveau de la ZER2. L'exploitant s'appuie sur la remarque du rapport selon laquelle des bruits de nature, en particulier des chants d'oiseaux, seraient responsables du dépassement.

L'inspection des installations classées ne peut être satisfaite de cette situation dans la mesure où

1. la non-conformité est basée sur une différence entre le bruit ambiant et le bruit résiduel, ce qui permet justement de soustraire les bruits de nature tels que les chants d'oiseaux ;
2. les mesures ont été réalisées sur la durée minimale réglementaire (30 minutes) alors que les perturbations identifiées le cas échéant auraient justifié de prolonger les mesures ;
3. le rapport mentionne bien l'activité du site BTVA comme source de bruits durant la mesure de bruit ambiant en ZER2 (remorquage de véhicules).

A ce stade, le respect de la réglementation sur le niveau d'émissions sonores est non conforme.

Dans la perspective d'une augmentation de capacité (voir point de contrôle suivant), il apparaît nécessaire d'évaluer à nouveau le niveau d'émissions sonores du site et, le cas échéant, de prendre les dispositions adéquates pour réduire l'impact sonore de l'activité.

Lors de l'inspection, le site était à l'arrêt du fait de la pause méridienne : le niveau sonore de l'activité n'a donc pas pu être apprécié même qualitativement. Symétriquement, le niveau sonore résiduel a pu être apprécié : l'environnement est rural et très silencieux. L'émergence sonore peut donc être forte et supérieure aux limites réglementaires sans que le niveau sonore de l'activité en lui-même soit élevé.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que la réalisation d'une nouvelle mesure de bruit conditionne la finalisation de l'instruction des modifications portées à la connaissance de l'administration. La fin de l'instruction est donc suspendue à la transmission *a minima* d'un bon de commande validé pour cette mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous deux mois, un nouveau rapport de mesures des niveaux d'émission sonores ou, à défaut, un bon de commande validé pour cette mesure. Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre toute disposition utile à la réduction du niveau d'émission sonore associé à ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : PAC Augmentation capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/09/2025, article R. 181-46 II

Thème(s) : Situation administrative, Modification d'installations

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements,

installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet une demande de modification de ses installations, consistant d'une part en une régularisation de la surface autorisée et d'autre part en une augmentation du flux annuel de traitement. A ce stade, l'inspection des installations classées juge ces modifications non substantielles et ne nécessitant pas de prescriptions complémentaires. L'augmentation du flux annuel de traitement de véhicules hors d'usage est réalisé à surface d'entreposage et nombre de véhicules entreposés constants et n'occasionne donc pas de nouveau risque du point de vue des incendies. Les enjeux principaux de ces modifications ont trait à la pollution des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement, aux niveaux d'émissions sonores et à l'augmentation des nuisances liées au trafic routier.

La pollution des eaux pluviales est maîtrisée grâce à l'imperméabilisation de l'ensemble de la surface d'entreposage des véhicules hors d'usage et à la réfection des dispositifs de traitement de l'eau et des bassins de collecte et rétention de ces eaux avant rejet (point de contrôle n°1). Les dispositifs de traitement sont correctement dimensionnés, comme en témoignent les résultats d'analyse des eaux (point de contrôle n°2). La bonne transmission des résultats d'analyse chaque semestre permettra de s'assurer que l'augmentation du flux de véhicules traités n'occasionne pas de dépassement (point de contrôle n°3).

Les niveaux d'émission sonore doivent être mieux évalués en vue de cette modification et des solutions doivent être trouvées dans le cas où la nouvelle mesure montrerait à nouveau une non-conformité (point de contrôle n°4).

Le trafic routier serait impacté de façon négligeable selon l'exploitant (voir partie confidentielle pour les détails chiffrés liés à l'activité commerciale du site).

Comme mentionné au point de contrôle précédent, la finalisation de l'instruction est suspendue à la transmission par l'exploitant d'une nouvelle étude de bruit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contractualisation éco-organismes et systèmes individuels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/09/2025, article R. 543-155-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Filière REP VHU

Prescription contrôlée :

II - Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il

n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.

Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriels du 5 septembre 2025 les justificatifs de contractualisation avec l'éco-organisme Recycler Mon Véhicule et de nombreux systèmes individuels. Les contrats ont pour la plupart été signés en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite